

“En Flandre, quand je parle du Pacte, tout le monde hallucine”

■ Professeur de psychologie cognitive à Gand, Wouter Duyck voit dans le Pacte une réforme idéologique.

■ Il rejoint en cela la ligne du MR.

■ Dans le camp d'en face, Marc Romainville défend le Pacte.

Dossier réalisé par Bosco d'Otreppe

Le tronc commun

Quinze ans. Parmi les réformes prévues par le Pacte d'excellence, se trouve l'allongement du tronc commun actuellement en cours jusqu'à 14 ans. A l'avenir, tous les élèves, de leur entrée en maternelle jusqu'à la fin de la troisième secondaire, suivront donc exactement le même cursus. L'objectif est d'assurer à tous l'apprentissage des savoirs de base afin que chaque élève puisse prendre le temps de discerner avec justesse la filière dans laquelle s'engager. L'implémentation du tronc commun débutera progressivement dès septembre 2020.

“La situation de la Wallonie va empirer à la suite de la réforme”

Au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le débat est toujours aussi vif autour du Pacte d'excellence. Tenace opposant à la réforme, le député Laurent Henquet (MR) s'inquiète particulièrement de l'allongement du tronc commun qui y est prévu (voir encadré page 4). Les effets de cet allongement seront “délétères” et risquent “d'amener l'école francophone au niveau des pays sous-développés”, affirme-t-il. Pour donner davantage de légitimité à ses arguments qu'il juge trop peu connus, il a présenté le Pacte au professeur de psychologie cognitive à l'université de Gand, Wouter Duyck. “En Belgique francophone, ce sont les sociologues qui mènent les débats. Il me paraissait intéressant de changer de perspective”, argumente-t-il. Pour le coup, il ne s'est pas trompé de profil. Dans un entretien accordé à “La Libre”, Wouter Duyck juge le Pacte “catastrophique”. “Quand j'en parle en Flandre tout le monde hallucine, personne ne me croit. C'est une réforme idéologique dans laquelle je ne vois ni exigence ni excellence, et à la suite de laquelle la situation de la Wallonie va empirer.”

“Aujourd'hui, affirme Wouter Duyck pour entamer son argumentaire, il y a une différence de presque un an dans le développement cognitif entre un adolescent francophone et un adolescent néerlandophone. Les jeunes francophones sont très en retard, et j'explique cette différence par l'existence d'un tronc commun jusqu'à l'âge de 14 ans du côté francophone, alors qu'il est moins strict du côté néerlandophone. Je cite pour cela une étude internationale de référence publiée par Heiner Rindermann qui prouve les risques liés au tronc commun. Au regard de la psychologie cognitive, on observe en effet que les classes hétérogènes induites par un tronc commun qui rassemble tous les élèves quels que soient leurs profils, handicapent tout le monde. Les plus forts s'ennuient, les plus manuels s'ennuient tout autant. Quant à ceux qui ont le plus de difficultés, ils peinent à trouver leur place. Au contraire, il apparaît que des classes homogènes ont un effet positif concernant les capacités de lecture, de calcul, de raisonnement, mais aussi en ce qui concerne les capacités cognitives créatives et techniques. Il est établi de façon évidente que les élèves apprennent beaucoup plus de l'enseignant, et de sa capacité à motiver ses élèves, que des relations interpersonnelles au sein de la classe.”

1 Le tronc commun pénalise tous les élèves

2 Avec le Pacte, on met la charrue avant les bœufs

De surcroît, continue le professeur, les conditions minimales pour la mise en place d'un tronc commun ne sont pas rencontrées. *“Rien ne prouve que la future formation initiale des enseignants sera suffisante pour aider les profs à faire face à des classes hétérogènes. Par ailleurs, les grilles horaires prévues ne présentent ni un tronc commun réellement polytechnique, ni un tronc commun capable de renforcer les apprentissages de base, car on réduit les heures dévolues au français et aux mathématiques. Enfin, les deux heures hebdomadaires dédiées à de l'accompagnement personnalisé, à la remédiation ou au dépassement sont très insuffisantes. Elles ne permettront pas aux enseignants de faire face aux différences de niveaux qu'ils constateront dans leurs classes.”*

3 Une orientation précoce est plus efficace

Wouter Duyck se dit conscient de la nécessité de réduire au maximum les inégalités sociales, et le fait que l'origine socio-économique des élèves pèse sur leur choix de filière (un élève dont les parents n'ont pas un diplôme universitaire a moins de chance de choisir la filière générale qui y mène). Pour lui cependant, une orientation précoce a plus de chance de favoriser le développement cognitif de l'enfant (c'est-à-dire l'acte de connaître) et de lutter contre les inégalités sociales qu'un tronc com-

mun. *“On peut aider un élève à s'orienter avec justesse grâce à des tests cognitifs que l'on pourrait généraliser. J'ai travaillé la question pour le gouvernement flamand. Ces tests cognitifs montrent avec beaucoup d'objectivité le potentiel de l'élève. Et cela, indépendamment de son origine sociale. Organiser de tels tests, tout en renforçant le rôle des PMS, serait bien plus efficace pour le développement cognitif de chaque enfant, mais également pour favoriser l'égalité sociale face au choix des études.”*

4 La réussite dépend surtout de la motivation des élèves

Vouloir organiser des tests cognitifs, insiste Wouter Duyck, *“ne veut pas dire que l'on considère que tout est prédéterminé, et que l'on ne peut rien faire pour aider un élève à progresser. Mais on part du principe que si les résultats scolaires d'un enfant ne sont pas déterminés à 100% par son intelligence, ils le sont davantage que par son origine sociale”*. La réussite scolaire d'un enfant ne dépend que de 15% des origines sociales, développe le professeur. *“Or, en Wallonie, où les sociologues ont mis la main sur les débats relatifs à l'école, toute l'attention est focalisée sur ces 15%. On oublie que ce qui détermine le plus la réussite, et favorise le plus la mobilité sociale, c'est l'ambition que l'enseignant a pour son élève, et la motivation qui en résulte chez ce dernier.”* L'essentiel est donc de favoriser de bonnes pratiques pédagogiques plutôt que les réformes de structure, concluent Wouter Duyck et Laurent Henquet.

“Plus un tronc commun est long, plus le niveau général est élevé”

Professeur en pédagogie à l'université de Namur, et grand artisan du Pacte, Marc Romainville donne la réplique aux propos avancés par Wouter Duyck et Laurent Henquet.

Pour vous, le tronc commun risque-t-il de freiner le développement cognitif des élèves ?

Non. En termes d'égalité d'abord, il y a un consensus important de la littérature [scientifique] et des recherches internationales pour dire que plus la formation commune est longue, plus les inégalités sociales face à

l'école sont faibles. Le Pacte devrait donc permettre de gagner en égalité sociale. La deuxième question est de savoir si ce gain en termes d'égalité ne va pas se réaliser au détriment du développement cognitif des enfants. C'est l'éternelle crainte d'une baisse du niveau. Sur ce point, il y a un peu plus de discussions, mais la tendance générale des résultats est plutôt de répondre par la négative: plus la formation commune est longue, plus le niveau général est élevé. On le voit entre autres quand on analyse les résultats Pisa ou les systè-

mes scolaires en Pologne ou en Irlande du Nord. Mais il est vrai que, souvent, ce sont les moins favorisés qui profitent le plus de cette avancée, et que le groupe des "plus forts" stagne ou progresse peu. Néanmoins, si l'on a, à terme, une école plus juste, globalement plus efficace, et surtout où les moins performants ont progressé, alors je signe des deux mains.

Mais quelles sont les conditions pour qu'un tronc commun soit efficace ?

Sur ce point, ils ont raison de dire qu'il y en a. Parmi ces conditions, il faut éviter une hétérogénéité des classes trop importante en début de scolarité. L'enseignement maternel doit donc être largement fréquenté, et le Pacte fait en sorte que ce soit le cas. Une autre condition est que des moments de prise en charge des difficultés soient prévus. Le Pacte assure un minimum de deux heures. Ce n'est pas la panacée, mais cela existe. Une nouvelle formation des profs est nécessaire aussi.

Faut-il généraliser des tests cognitifs sur lesquels appuyer

l'orientation des élèves ?

C'est une idée farfelue. Quand un petit de 11 ans s'exprime ou se projette dans l'avenir, il le fait évidemment à partir de ce qu'il connaît. Avec de tels tests, on va favoriser une prédétermination sociale qui sera épouvantable. Laissons aux petits l'occasion de se tester dans différentes choses et, sur cette base, laissons-les choisir l'orientation qui leur conviendra le mieux.

Pour Wouter Duyck, la réussite scolaire ne dépend qu'à 15 % de l'origine socio-économique de l'élève, et dépend davantage de sa motivation. Le suivez-vous ?

Des études de l'ULiège montrent que, chez nous, l'origine sociale joue fortement sur les parcours scolaires. Le chiffre de 15 % ne me semble pas réaliste. Par ailleurs, il a raison de dire que l'ambition qu'un prof a pour ses élèves influe beaucoup.

Mais essayer que les profs puissent avoir de l'ambition pour tous les élèves, c'est ce que souhaite le Pacte avec le tronc commun.